

LE
LIVRE
BLANC
DE LA
JEUNESSE
2022





EDITO

La nouvelle génération aspire à donner du sens à son action, à se sentir utile, à inventer de nouvelles formes d'engagements. Désormais, elle se mobilise massivement et fait entendre sa voix sur tous les grands sujets de société.

De l'urgence climatique, au bien être et la santé mentale, à la lutte contre le racisme et les inégalités femmes-hommes, et à toutes formes de violences, la jeunesse se mobilise au quotidien pour un monde plus juste et une société plus solidaire.

La crise du covid a fracturé le lien social et éloigné d'autant plus la jeune génération de la vie de la cité. C'est pour cette raison que nous avons créé le *Monde des Possibles* lors de l'édition 2022 du *Delta Festival*.

Porté par près de 800 structures jeunesse engagées dont près de 450 associations étudiantes, le *Monde des Possibles* est une convention citoyenne représentant plus de 800 000 jeunes en France.

Ce *Monde des Possibles* offre de nouvelles perspectives à la jeunesse et propose un véritable dialogue structuré. C'est aussi l'occasion pour elle de construire et participer à un vrai temps fort citoyen et démocratique.

Au cœur du *Monde des Possibles* se trouve l'Agora. Un espace où des acteurs engagés et de jeunes citoyens présentent des propositions autour de cinq grands enjeux actuels : la culture, la santé, l'économie, l'environnement et le vivre-ensemble.

Soumises au débat, ces propositions ont fait l'objet d'un vote des festivaliers : 100% d'entre elles ont été retenues par les jeunes participants. A l'issue de ce temps fort démocratique, l'ensemble des propositions pour l'avenir de la jeunesse ont été retranscrites dans le *Livre Blanc de la Jeunesse*.

Ce livre représente un formidable outil d'accompagnement des décideurs publics dans le cadre de la modernisation des politiques publiques. Il consolide le lien entre les institutions, les acteurs de la société civile et la nouvelle génération.

SOMMAIRE

1. AGORA CULTURE

Propos introduit par

Bénédicte LEFEUVRE, Directrice Régionale des Affaires Culturelles de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (DRAC)

Marc BOLLET, Président de la Friche de la Belle de Mai

2. AGORA SANTÉ

Propos introduit par

Audrey MARTINO, Sous-Directrice Pilotage Stratégique de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Bouches-du-Rhône (CPCAM)

Maxime PEREZ, co-fondateur de l'association La Maison Perchée

Dr Sophie TARDIEU, Co-fondatrice de La Maison des Femmes et praticienne hospitalière de santé publique à l'Hôpital de la Conception

3. AGORA ÉCONOMIE

Propos introduit par

Kenza OCCANSEY, Vice-Président, Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE)

Raymond LLORET, Chargé de mission fonds européens, Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail, et des Solidarités (DREETS)

4. AGORA ENVIRONNEMENT

Propos introduit par

Wolfgang CRAMER, Directeur de Recherche (CNRS), professeur d'Ecologie Globale

Institut Méditerranéen de Biodiversité et d'Ecologie Marine et Continentale (IMBE), membre du Groupe d'Experts sur le Climat PACA (GREC Sud), collaborateur au GIEC

5. AGORA VIVRE ENSEMBLE

Propos introduit par

Shani BENOUALID, Conseillère pour le numérique et les réseaux sociaux à la Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT (DILCRAH)



AGORA CULTURE

Propos introduit par

Bénédicte LEFEUVRE, Directrice Régionale des Affaires Culturelles de la région
Provence-Alpes-Côte d'Azur (DRAC)

Marc BOLLET, Président de la Friche de la Belle de Mai

PROPOSITION 1

Par Mars Connexion

94%

« S'APPUYER SUR LES ARTISTES DE CULTURES URBAINES POUR PERMETTRE AUX JEUNES DE DÉVELOPPER DE NOUVELLES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES »

Il s'agit ainsi ici d'utiliser la culture comme vecteur d'apprentissage de nouvelles compétences pour les jeunes. Mars Connexion a pour vocation de créer un carrefour entre des artistes hip hop et des jeunes en quête d'apprentissage. Le but étant d'amener les jeunes, par le biais de ces artistes à s'engager, découvrir leur pouvoir d'agir, et rencontrer d'autres jeunes.

92%

Par Ecllosion 13 x Sound Sisters

PROPOSITION 2

« RENFORCER LES DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT ET LES FINANCEMENTS DE PROJETS POUR LES ARTISTES ET TECHNICIEN·NE·S FEMMES ET MINORISÉ·E·S DE GENRE DE LA RÉGION »

En 2022, la diversité de nos milieux professionnels se fait le miroir de la société patriarcale dans laquelle nous vivons, et les femmes et minorisé·e·s de genre ont encore un accès tout relatif aux métiers liés aux arts et à la culture. Il est urgent de repenser nos modèles pour agir en faveur d'une parité et d'une égalité totales et pérennes.

Le collectif Sound Sisters et Écllosion 13 proposent chacun de leurs côtés des accompagnements pour mieux inclure les femmes et minorisé·e·s de genre dans les métiers de la culture.

PROPOSITION 3

Par ARVIVA

91,9%

« ACCOMPAGNER UN SPECTACLE VIVANT DURABLE ET RESPECTUEUX DES JEUNES GÉNÉRATIONS »

Face à une jeunesse dont le présent et l'avenir est et sera impacté par le changement climatique, tous les secteurs doivent prendre leur responsabilité. Fortement dépendant des énergies fossiles et des matériaux, le spectacle vivant doit entamer sa transformation pour survivre. Au-delà, le spectacle vivant est un levier nécessaire pour transformer la société et proposer des récits alternatifs de notre avenir.

A l'image d'exemples internationaux comme Julie's Bicycle, A Greener Festival, Creative Carbon Scotland ou The Theater Green Book, la transformation écologique du spectacle vivant en France s'organise actuellement au niveau collectif, afin d'accompagner les volontés d'actions des individus et des structures. La création d'Arviva, mais également de Starter, Scénogrrrrraphie et du collectif Les Augures en témoignent.

Toutes ces initiatives sont la preuve aujourd'hui d'une capacité d'action du secteur culturel dans son ensemble pour l'écologie.

81,6%

Par Cinéma pour Tous

PROPOSITION 4

« FAIRE DE L'ÉDUCATION AUX IMAGES UNE PRIORITÉ CULTURELLE ET GOUVERNEMENTALE »

Si l'accès à la culture et aux savoirs pour tous·tes sont des enjeux d'égalité des chances, ils impliquent de réinventer le rapport avec les publics jeunes.

Les salles de cinéma rassemblent et offrent le temps d'un film, une place égale à tous les publics et l'occasion de vivre une expérience collective. Passer deux heures à côté d'inconnu·e·s en silence, c'est déjà vivre ensemble ! Cinéma pour tous utilise ainsi le cinéma, formidable outil de lien social, pour favoriser l'accès aux savoirs et à la culture pour des publics adolescents et de jeunes adultes de quartiers prioritaires.

PROPOSITION 5

Par Les Têtes de l'Art

86,7%

« CRÉATION D'UN PÔLE ACCOMPAGNEMENT DÉDIÉ AUX STRUCTURES CULTURELLES ET ARTISTIQUES ET AUX ARTISTES ET PORTEUR·EUSE·S DE PROJETS CULTURELS DU TERRITOIRE, DONT L'UN DES AXES EST LE SOUTIEN À LA JEUNE CRÉATION ET À LA PROFESSIONNALISATION DES JEUNES ARTISTES »

Des difficultés majeures conjoncturelles et structurelles fragilisent tout l'écosystème culturel : précarité, hétérogénéité des statuts et des modes de rémunération, modèles économiques instables.. Il existe donc un fort besoin d'accompagnement spécialisé dans le champ culturel pour les structures et les artistes.

C'est en réponse à ces enjeux que cette proposition a été formulée. Les Têtes de l'Art proposent d'ailleurs déjà un pôle d'accompagnement dédié aux structures culturelles et artistiques et aux artistes et porteur·euse·s de projets culturels du territoire, dont l'un des axes est le soutien à la jeune création et à la professionnalisation des jeunes artistes. Cet accompagnement s'inscrit dans une démarche de pédagogie active favorisant l'échange et la transmission entre pair·e·s.

100%

Par Make The Choice

PROPOSITION 6

« CRÉATION D'UNE PLATEFORME DE FORMATION AUTOUR DES MÉTIERS DE LA MUSIQUE ET LA CRÉATION D'UN MÉDIA POUR DIFFUSER DES INTERVIEWS D'ACTEUR·ICE·S ET DE PROFESSIONNEL·LE·S DE L'INDUSTRIE MUSICALE »

Véritable industrie, le secteur musical regorge de métiers, bien souvent méconnus du grand public. Première intéressée, la jeune génération baigne dans la musique et souhaite y entreprendre sans savoir par quelle porte d'entrée. Il y a ainsi un réel manque de visibilité sur les possibilités professionnelles qu'offre l'industrie musicale, au-delà de s'y réaliser en tant qu'artiste.

« MISE EN PLACE D'UN PLAN DE FINANCEMENT NATIONAL DE SESSIONS DE SENSIBILISATION SUR LE THÈME DES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES POUR CEUX.CELLES QUI TRAVAILLENT AUPRÈS DES JEUNES DANS LES SECTEURS CULTURELS ET SPORTIFS »

Les récentes actualités sur la soumission chimique en milieu festif (notamment la campagne anti GHB du gouvernement et le hashtag #balancetonbar) ont entraîné à la fois la désinformation et une stigmatisation des produits et du secteur, et une invisibilisation du réel problème : les violences sexistes et sexuelles et surtout des agresseurs dans la société de manière générale.

Les violences sexuelles ne sont pas propres au milieu festif. 9 fois sur 10 elles ont lieu dans un cadre privé. Nous sommes convaincu·e·s de la nécessité d'œuvrer en dehors des espaces festifs pour sensibiliser les personnes dès le plus jeune âge aux notions de bienveillance, de consentement, d'écoute, de respect des limites de soi et des autres. La culture du viol doit être remplacée par une culture du consentement et se transmettre dès le plus jeune âge, à l'école et dans les espaces culturels et sportifs, là où les jeunes passent le plus de temps. Les acteur·ice·s de ces secteurs manquent de temps, de moyens et de connaissances pour se saisir de ces enjeux.

« LA CULTURE AU PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS »

Bien commun, la culture doit être accessible à tous·tes. Pour que tout le monde puisse s'approprier cette dernière, il est important qu'elle soit à proximité directe des habitant·e·s.

Le Conseil des Jeunes Métropolitains propose ainsi de réinventer des lieux abandonnés et/ou inutilisés au service de la culture. Ces lieux abandonnés et/ou inutilisés sur le territoire métropolitain pourraient être ainsi rénovés et adaptés à la réception du public afin de servir de tremplins culturels. À terme, le fonctionnement de ces lieux alternatifs et innovants pourrait être autofinancé par le biais du Crowdfunding.

PROPOSITION 9

Par Le Port des Créateurs

93,3%

« FAVORISER LA RÉALISATION D'UN PROJET ARTISTIQUE PAR LA MISE EN PLACE DE DIFFÉRENTS FORMATS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE RÉSIDENCES ARTISTIQUES, AU CŒUR D'UN TIERS LIEUX CULTUREL ET CITOYEN. »

Implanté à Toulon, le Port Des Créateurs est un tiers lieu culturel et s'est construit autour de l'idée de créer des communs, en mutualisant des espaces, des outils, mais aussi en rassemblant des profils et des savoir-faire complémentaires au sein d'un même lieu.

De par son expérience, Le Port des créateurs a constaté que les artistes et porteur·euse·s de projets culturels ont besoin de davantage d'accompagnement pour mener à bien leur projet. Ces dernier·ère·s souhaitent ainsi leur prodiguer conseils et accompagnement afin qu'ils ne se professionnalisent et prennent part à l'écosystème artistique et culturel. C'est dans cette dynamique que s'insère leur proposition.

100%

Par Insane

PROPOSITION 10

« RENDRE PLUS ACCESSIBLES LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS GRAND PUBLIC AUX JEUNES HABITANT·E·S DES TERRITOIRES RURAUX. »

La culture est souvent associée à l'espace urbain, or les territoires ruraux regorgent de public en demande d'événement culturel de grande envergure. C'est en réponse à cet enjeu que la proposition de l'Insane Festival s'inscrit. Installé dans un territoire rural, l'Insane est désormais un festival incontournable du Sud de la France, offrant à plusieurs dizaines de milliers de personnes chaque année de vivre une expérience musicale unique. Connue pour ses programmations pointues mêlant techno, trance et hard-music, l'Insane s'étend désormais vers le rap, la musique française et électronique de tous styles.

Depuis 2019, l'association AMD (Apt Musique & Développement) a repris la direction de l'Insane festival, et s'engage pour le développement de l'offre culturelle et plus particulièrement de la musique actuelle au sein du Pays du Luberon.



AGORA SANTÉ

Propos introduits par

Audrey Martino, Sous-Directrice Pilotage Stratégique de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Bouches-du-Rhône (CPCAM)

Maxime Perez, co-fondateur de l'association La Maison Perchée

Dr Sophie Tardieu, Co-fondatrice de La Maison des Femmes et praticienne hospitalière de santé publique à l'Hôpital de la Conception

PROPOSITION 1

Par Solimut Mutuelle

100%

« LA PRISE EN CHARGE INTÉGRALE DES PROTECTIONS MENSTRUELLES PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE »

Solimut Mutuelle de France défend une Sécurité sociale de haut niveau qui permette de supprimer les inégalités de santé et de répondre collectivement aux besoins de tous·tes. La précarité menstruelle frappe environ 2 millions de personnes qui n'ont pas accès à des protections menstruelles de façon régulière. Nous proposons de mettre un terme à cette inégalité de genre en demandant le remboursement intégral de protections périodiques de qualité par la Sécurité sociale.

90%

Par On est là

PROPOSITION 2

« CRÉER UNE PLATEFORME SOUS FORME DE CARTE INTERACTIVE, AVEC UNE BASE DE DONNÉES QUI RÉFÉRENCE DES PROFESSIONNEL·LE·S DE SANTÉ, THÉRAPEUTES, PSYCHOLOGUES, NUTRITIONNISTES, COACHES SPORTIF·VE·S, COACHES DE VIE »

Lorsqu'un.e jeune patient.e termine ses traitements, iel rentre dans la case : ancien.ne patient.e. Les rendez-vous de surveillance à l'hôpital s'espacent, et pour les proches aidant·e·s, « il faut aller mieux et vite. Malheureusement, nombreux·ses sont les jeunes qui expriment un manque de temps et d'accompagnement pour conscientiser ce qui vient de leur arriver et pour qui la notion de « guérison » reste encore floue.

« Le plus dur c'est l'après. »

Un manque de temps et surtout un manque de ressources, pour poser les bases d'une reconstruction. Il y a cette volonté d'être accompagné·e pour reprendre sa vie en main, retrouver ou acquérir son indépendance et devenir proactif·ve dans ses choix de vie. Volonté de le faire hors de l'hôpital, et hors du cadre familial. À qui s'adresse-t-on alors ?

PROPOSITION 3

Par La Maison de l'Infirmière

95,3%

« UNE COUVERTURE SOCIALE GRATUITE POUR TOUS·TES LES ÉTUDIANT·E·S »

Un accompagnement dans l'ouverture de leurs droits et dans leurs démarches concernant leurs droits sociaux, tout au long du cursus universitaire. Présence de permanence dans les campus.

77,8%

Par L'ASEF

PROPOSITION 4

« INTÉGRER AU LONG DU PARCOURS ÉDUCATIF ET DÈS LE PLUS JEUNE ÂGE UN ENSEIGNEMENT À LA SANTÉ ENVIRONNEMENT, ET AU LIEN QUI EXISTE ENTRE BIODIVERSITÉ ET SANTÉ »

Prévenir plutôt que guérir : Les polluants envahissent notre quotidien, portent atteinte à la biodiversité, à notre santé et peuvent être des facteurs de risques de maladies chroniques tels que l'obésité, le diabète, les maladies cardiovasculaires. Les patient·e·s atteint·e·s de ces pathologies augmentent chaque année : 500 000 personnes vivantes de plus à traiter en 2023 d'après la CNAM. En tant que futur·e·s consommateur·ice·s, un enseignement à la santé environnementale dès le plus jeune âge, en exposant des gestes écoresponsables bons pour notre planète et notre santé, sans être dans un discours anxiogène, est un levier majeur vers une santé durable.

« RENDRE OBLIGATOIRE LE SUIVI D'UN MODULE DE SENSIBILISATION AUX VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES PAR TOUS·TES LES ÉTUDIANT·ES DE L'ENSEMBLE DES ÉTABLISSEMENTS DU SUPÉRIEUR ET DE TOUS LES PERSONNELS. CETTE FORMATION EST ÉGALEMENT CRUCIALE POUR LES MEMBRES DES SECTIONS DISCIPLINAIRES, AMENÉ·E·S À SANCTIONNER LES AUTEUR·ICE·S DE CES VIOLENCES »

L'enseignement supérieur est loin d'être épargné par les violences sexistes et sexuelles, comme l'attestent les récentes affaires médiatiques (#Scienceporc, Centrale Supélec, ...), les enquêtes de l'Observatoire de la Vie Étudiante, ainsi que les nombreux témoignages reçus par le CLASCHEs au fil des années. Ces violences concernent aussi bien les étudiant·e·s que les personnels des établissements d'enseignement supérieur. Pourtant, cette réalité demeure mal connue (un·e étudiant·e sur 5 ne connaît pas la différence entre agression et harcèlement sexuel, selon l'enquête OVSS 2020). Ces violences sont minimisées et invisibilisées. Par ailleurs, les mesures permettant de protéger les victimes sont loin d'être systématiquement mises en œuvre et les procédures de sanction internes aux établissements sont peu connues et sollicitées.

« LANCEMENT D'UN PROGRAMME : DEVENIR « JEUNES AMBASSADEUR·ICE·S SANTÉ » DANS LES LYCÉES, ÉCOLES ET AUTRES FACULTÉS, FORMÉ·E·S PAR LA LIGUE CONTRE LE CANCER »

Ces étudiant·e·s donneront bénévolement de leur temps pour diffuser des messages de prévention contre le cancer qui touchent le plus souvent les jeunes : des maladies du sang (lymphomes, leucémies), des cancers de la thyroïde mais aussi des cancers détectés plus tardivement (cancer des poumons, cancer colorectal ou de la vésicule biliaire).

Ils pourront alors avec leurs mots et avec leurs moyens de communication, sensibiliser de façon simple, directe et efficace auprès de tous·tes les lycéen·ne·s et étudiant·e·s.

PROPOSITION 7

Par l'EFS

89,7%

« INCLURE LE DON DE SANG COMME UNE CHANCE ACQUISE À LA MAJORITÉ EN METTANT EN PLACE UN DISPOSITIF DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION AU DON DU SANG AFIN DE PERMETTRE À CHAQUE NOUVEAU·ELLE MAJEUR·E DE FAIRE CE GESTE CITOYEN »

Le don de sang répond à un enjeu de santé publique. A l'échelle nationale, 10 000 poches de sang sont nécessaires tous les jours pour assurer les besoins des établissements de santé. Ainsi chaque année, plus d'un million de malades sont soigné·e·s grâce aux dons de sang. En France, seuls 4% de la population en âge de donner, donne son sang. A la majorité, chaque citoyen·ne recevrait une communication physique et digitale sur le don de sang, via une communication spécifique dédiée ou via un autre dispositif déclenché à la majorité.

88,9%

Par Maison Perchée

PROPOSITION 8

« MISE EN PLACE PAR LE GOUVERNEMENT DE COURS D'ÉDUCATION PSYCHIQUE AU MÊME TITRE QUE LES COURS D'ÉDUCATION SEXUELLE DANS LES COLLÈGES ET LES LYCÉES »

Un parcours progressif du collège au lycée. Envisager un module PSSM «premier secours en santé mentale» comme l'apprentissage des premiers secours fait lors de la journée d'appel à la défense.

1. Éducation initiale à la Santé Mentale & sensibilisation précoce.

Objectifs : Connaître les piliers nécessaires à une bonne santé mentale. Identifier la santé mentale comme partie intégrante de la santé.

2. Qu'est-ce qu'un trouble psychique ? Quels signes ? Quelles ressources ?

Objectifs : Intervention précoce autant pour les futur·e·s concerné·e·s que leur entourage.

3. Handicap et société

Objectifs : Donner les clefs aux personnes concernées pour assurer leur insertion sociale et professionnelle. Donner les clefs aux non-concerné·e·s pour lutter contre la stigmatisation.

PROPOSITION 9

Par Rêves Jeunes

96,2%

« MISE EN PLACE D'UN STATUT SOCIAL DES JEUNES »

Il s'agirait de reconnaître la place des jeunes dans la société à travers des droits à l'autonomie, au logement, au transport, à la santé et à la culture. Pour la santé, nous souhaitons donner à minima le tiers payant, une prévention adaptée, rembourser toutes les séances psy et inclure la jeunesse dans les décisions sur les politiques de santé.

79,3%

Par Cheer Up

PROPOSITION 10

« PROMOUVOIR LA VISITE DES JEUNES HOSPITALISÉ·E·S PAR LES JEUNES EN RENDANT ACCESSIBLE UNE FORMATION ADAPTÉE AU PLUS GRAND NOMBRE »

Les jeunes atteint·e·s du cancer souffrent, au-delà de la maladie, d'isolement dans les hôpitaux. L'association Cheer Up permet de leur rendre visite afin de les rencontrer et de les soutenir. Pour cela, chaque bénévole a fait une demi-journée de formation avec un·e psychologue. Nous aimerions que la formation avec un·e psychologue soit accessible au plus grand nombre, comme un brevet de premiers secours.

PROPOSITION 11

Par le Conseil des Jeunes Métropolitains

88%

« SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES POUR UN MEILLEUR ACCÈS AUX SOINS, DÉVELOPPER LA SANTÉ DE PROXIMITÉ ; L'ACCOMPAGNEMENT SPÉCIFIQUE SUR LA SANTÉ MENTALE. »

Les jeunes n'ont pas assez de moyens ou ne sont pas assez guidé·e·s pour accéder aux soins ou aides dans le domaine de la santé. Pour cela nous proposons diverses solutions : Simplifier les démarches administratives pour de meilleurs accès aux soins, bénéficier d'accompagnement ou de renseignement à proximité des jeunes D'avoir un accès de proximité et de sensibiliser les jeunes aux aides dont iels sont bénéficiaires ou des établissements spécialisés proches de chez eux notamment pour la santé mentale chez les jeunes qui a été fortement impactée après la pandémie de 2020.

PROPOSITION 12

Par le BDE GEII de Marseille

100%

« SENSIBILISATION À LA DÉPRESSION ET SES SYMPTÔMES CHEZ LES ÉTUDIANT·E·S »

Face à l'explosion des symptômes anxieux et dépressifs chez les jeunes adultes (18-25ans) durant la pandémie, il est important de sensibiliser les étudiant·e·s à ces symptômes et de normaliser l'idée d'un suivi psychologique en cas de besoin. S'en suit donc la proposition de sensibiliser et d'accompagner les étudiant·e·s victimes ou non de symptômes anxieux et dépressifs, afin d'assurer de bonnes conditions d'études pour tous·tes. Rendre les plateformes d'accompagnement psy plus accessibles, souligner les services de santé psy gratuits et remboursés, déconstruire l'idée reçue qu'un accompagnement psy est forcément onéreux et/ou dispensable.

100%

Par le BDE ISBS

PROPOSITION 13

« DÉPLOYER LE NOMBRE DE TESTS RAPIDES AU VIH AINSI QU'AUX MST/IST DANS DES LIEUX FORTEMENT FRÉQUENTÉS PAR LES JEUNES, TELS QUE LES BARS »

L'activité de dépistage du VIH, qui avait augmenté entre 2013 et 2019, a diminué entre 2019 et 2020 (-14%), notamment suite aux phases de confinement due au Covid. Comme pour le VIH, le dépistage des IST a connu un recul au cours de l'année 2020 avec une diminution de 8 à 31 % selon que le dépistage ait été réalisé dans des laboratoires ou centre CEGIDD. Sachant que les 15-24 est la tranche d'âge de la population la plus touchée par les MST/IST, la proposition serait de déployer le nombre de tests rapides au VIH ainsi qu'aux MST/IST dans des lieux fortement fréquentés par les jeunes, tels que les bars.

« CRÉATION D'UN PROGRAMME BOUGE TON CORPS : MOBILISER TOUS LES BDE POUR CRÉER DES SÉANCES DE SPORT EN EXTÉRIEUR, TYPE WORK-OUT AVEC MUSIQUE, CONSEILS DE NUTRITION ET DE POSTURE. »

L'Association Nationale des Étudiants en STAPS (ANESTAPS), souligne qu'aujourd'hui le passage du lycée à l'université constitue le principal point de rupture à la pratique sportive des étudiants. L'Observatoire de la Vie Étudiante (OVE) confirme que 46% des étudiant·e·s considèrent ne pas avoir le temps de pratiquer une activité physique. Par ailleurs, l'instauration des cours à distance pendant la crise sanitaire n'a fait que renforcer la sédentarité et l'augmentation du temps passé devant les écrans. Cette baisse d'activité physique représentant pour les étudiants un facteur de risque important pour leur santé physique mais aussi mentale et sociale.



AGORA ÉCONOMIE

Propos introduit par

Kenza OCCANSEY, Vice-Président, Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE)

Raymond LLORET, Chargé de mission fonds européens, Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail, et des Solidarités (DREETS)

PROPOSITION 1

Par La Jeune Chambre Économique France

90%

« GÉNÉRALISER LE CV CITOYEN, UN CV QUI METTRA EN AVANT L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF ET CITOYEN DES JEUNES »

Le CV Citoyen est un outil adapté qui permet de valoriser les compétences que l'on acquiert grâce à l'expérience associative. Il répond à la problématique de « comment valoriser les compétences et engagements des jeunes qui vont sur le marché du travail. »

82,8%

Par l'Ordre des Experts Comptables

PROPOSITION 2

« CRÉATION D'UNE AIDE À L'EMBAUCHE EN CDI DES JEUNES DIPLÔMÉ·E·S »

Dans l'optique de favoriser l'insertion des jeunes sur le marché du travail et ce de manière durable, nous proposons de créer une aide à l'embauche en CDI des jeunes diplômé·e·s. Cette proposition a également vocation à pérenniser ces embauches en incitant les jeunes à rester dans ces entreprises, pour lutter contre le turn-over.

PROPOSITION 3

Par les start-uppers de Make The Choice

100%

« FAVORISER L'UTILISATION D'UN CARBURANT 20% MOINS POLLUANT QUE L'ESSENCE »

Le secteur des transports est le second domaine le plus émetteur de gaz à effet de serre. Dans l'optique de réduire les émissions produites par les carburants, il apparaît nécessaire de favoriser l'utilisation des biocarburants, comme le bioéthanol. Pour déployer au maximum l'utilisation de ce dernier, nous proposons l'instauration d'une aide à l'échelle nationale pour l'installation d'un boîtier éthanol sur les véhicules thermiques.

« CRÉATION D'UN LIVRE DES FINANCEMENTS »

Aujourd'hui, les startups françaises connaissent 49,5% de taux d'échec dans leurs 5 premières années. En moyenne, chaque fonds d'investissement reçoit environ 1 500 dossiers mais ne réalise que 3 nouveaux investissements. ACCEDE Provence Entrepreneurs a eu l'idée de créer un livre des financements.

Ce livre recense les principales structures d'accompagnement et de financement à l'échelle de la France, avec une recherche plus approfondie sur la région Sud. Ce livre est adressé aux jeunes entreprises qui ont besoin de se faire accompagner dans leurs débuts, jusqu'aux entreprises plus abouties qui sont dans une optique de développement notamment grâce à la levée de fonds.

Le livre des financements regroupe les structures d'accompagnements (accélérateurs, incubateurs, etc), les réseaux d'accompagnements (Business Angels, CCI France et des initiatives étatiques ou privées), les structures de financement (fonds d'investissement, financeurs solidaires, etc) et des événements entrepreneuriaux (salons, concours de création d'entreprises).

« ENCOURAGER LA RENCONTRE ENTRE DES AMBASSADEUR·RICE·S DE LA CRÉATION D'ENTREPRISE ET LES JEUNES »

Dans un monde incertain, la création d'entreprise est devenue un levier d'action aux défis sociétaux. Nous estimons que les entrepreneur·se·s ne doivent pas cultiver l'entre soi mais aller vers les plus jeunes, notamment dans les lycées et les quartiers populaires, pour partager l'histoire de leurs échecs et/ou de leurs réussites afin de communiquer le goût de l'initiative. C'est ainsi que les jeunes pourront côtoyer des ambassadeur·rice·s et voir le monde des possibles.

PROPOSITION 6

Par les start-uppers de Pépite France

100%

« CRÉATION D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE REGROU-PANT TOUS-TES LES CRÉATEUR-RICE-S D'ENTREPRISE PAR SECTEUR »

Dans un monde de plus en plus digitalisé, nous souhaitons créer une plateforme numérique pour que chacun ait accès facilement aux ressources des entrepreneur.se.s : biographie, parcours, réussites et échecs, projets... afin de créer une bibliothèque virtuelle, ouverte à tous·tes. Que l'on soit à la campagne, dans un quartier, en centre-ville ou encore isolé·e, tout le monde aura la chance de partager ses projets et de découvrir le monde de l'entrepreneuriat.

100%

Par La Varappe

PROPOSITION 7

« PASSER DE LA MARGE À LA NORME ET CHANGER LA DONNE EN DÉVELOPPANT DES MODÈLES D'ENTREPRISES DONT LE PROJET SOCIAL EST AU COEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE »

Nous sommes convaincus que l'entreprise permet de donner à chacun une place dans la société et d'avoir un impact positif sur le monde. D'ores et déjà défendu dans les actions de La Varappe, nous proposons de déployer et inciter toutes les entreprises à mettre le projet social au cœur de leur action.

PROPOSITION 8

Par le Conseil des Jeunes Métropolitains

83,3%

« TARIFICATION INCLUSIVE »

Cette tarification inclusive veut permettre aux jeunes de bénéficier d'un tarif jeune spécial sur des thématiques essentielles pour la jeunesse comme la culture, la mobilité et les produits de première nécessité.

PROPOSITION 9

Par les participants d'Invest In Me

93,8%

« FAVORISER L'ENTREPRENEURIAT CHEZ LES JEUNES À L'UNIVERSITÉ »

Notre proposition part d'un constat assez flagrant : la plupart des entrepreneur·se·s sont issu·e·s de parcours type école de commerce ou d'ingénieur. Pourtant, dans notre parcours étudiant et universitaire nous avons rencontré plusieurs étudiant·e·s d'autres filières avec des projets mais ne sachant pas comment réaliser leur projet, le rendre concret, ni même quels sont les dispositifs disponibles pour les aider. Nous aimerions mettre en place un module court, présent dans toutes les universités et filières, visant à présenter aux étudiant·e·s les différents programmes d'aide à l'entrepreneuriat.

63,6%

Par Génération Marseille

PROPOSITION 10**« PROPOSER UNE DÉFISCALISATION AUX ENTREPRISES AFIN D'INCITER À LA CAPTATION CARBONE PAR LA PLANTATION D'ARBRES »**

Nous croyons fermement à une écologie créatrice de valeur, les entreprises doivent être des moteurs de la transition écologique. C'est d'ailleurs en partie le sens de la Loi PACTE. C'est pourquoi, nous proposons que l'Etat, cela pourrait se faire par Décret, incite les entreprises à contribuer activement à l'objectif commun d'un territoire neutre en carbone en récompensant financièrement (par de la défiscalisation) l'argent investi pour captation carbone par la plantation d'arbres. Cela permettrait d'apporter un élément de réponse à notre objectif commun d'un territoire zéro carbone et serait en argument d'attractivité pour les entreprises.

PROPOSITION 11

Par Génération Marseille

100%

« GARANTIR L'ACCÈS À INTERNET POUR TOUS·TES »

Nous sommes à l'aube d'une révolution technologique. Cette révolution ne doit cependant pas se faire aux dépens de certain·e·s, notamment nos aîné·e·s, et des personnes en milieu rural. A l'heure où de nombreuses démarches (notamment administratives) ne peuvent plus être effectuées qu'en ligne et où certaines communications ne peuvent plus être effectuées que par mail, il est impossible que sur notre territoire tout le monde n'ait pas accès à internet. Cette injustice est vectrice d'isolement, d'inégalité et d'iniquité sociale.

90,5%

Par l'Ordre des Avocats

PROPOSITION 12

« GARANTIR UN PRÊT À TAUX AVANTAGEUX POUR LES ÉTUDIANT·E·S ENTREPRENEUR·EUSE·S »

L'idée serait qu'un prêt garanti par l'Etat soit accordé aux étudiant·e·s en fin de parcours souhaitant se lancer dans l'entrepreneuriat, afin de les aider à se lancer dans le projet. L'Etat pourrait accompagner l'étudiant·e entrepreneur·euse en donnant une garantie aux banques et en fixant un taux d'emprunt préférentiel (proche de 0%). En contrepartie, l'Etat pourrait également obtenir une prise de participation au capital de la société financée avec faculté de rachat par l'entrepreneur·euse in fine, à des modalités déterminées par avance (et ce afin de contrôler le sérieux et le développement du projet de l'étudiant·e entrepreneur·euse).



AGORA ENVIRONNEMENT

Propos introduit par

Wolfgang Cramer, Directeur de Recherche (CNRS), professeur d'Ecologie Globale
Institut Méditerranéen de Biodiversité et d'Ecologie Marine et Continentale (IMBE),
membre du Groupe d'Experts sur le Climat PACA (GREC Sud), collaborateur au
GIEC

PROPOSITION 1

Par Sea Shepherd France

100%

« RENDRE OBLIGATOIRE L'INSTALLATION DE CAMÉRAS EMBARQUÉES (REMOTE E-MONITORING) À BORD DE TOUS LES NAVIRES DE PÊCHE EUROPÉENS OU PÊCHANT DANS LES EAUX EUROPÉENNES »

Des milliers de dauphins sont sacrifiés chaque année en France pour satisfaire notre appétit de poisson. Plusieurs méthodes de pêche industrielle encore autorisées en France et à l'étranger sont en train d'exterminer méthodiquement de nombreuses populations de mammifères marins. Les captures par les engins de pêche sont aujourd'hui considérées comme la principale menace pesant sur la survie des cétacés, pourtant protégés. En moyenne, ce sont entre 6000 et 10 000 dauphins qui sont tués chaque année sur la façade atlantique. Sea Shepherd demande la mise en place du remote E-monitoring (caméras embarquées) sur l'ensemble de la flotte pêchant dans les eaux européennes pour une meilleure identification des méthodes de pêches délétères et une protection effective des espèces protégées.

96,6%

Par Le Shift Project

PROPOSITION 2

« RENDRE LES JEUNES ACTEUR·ICE·S DE LEUR ALIMENTATION POUR UN MONDE DURABLE. »

Le consensus scientifique mondial recommande une évolution de nos régimes alimentaires pour des raisons de santé et d'environnement : moins de produits d'origine animale, plus de produits végétaux. Toutes les cultures comportent de telles traditions culinaires. Transmettons les à nos enfants et donnons leur les moyens de devenir des acteur·rice·s de cette nécessaire évolution depuis l'école maternelle jusqu'à l'université.

PROPOSITION 3

Par le Groupe Régional d'Experts sur le Climat SUD

100%

« ALLER VERS UNE SOBRIÉTÉ DE NOS SOCIÉTÉS POUR RÉDUIRE NOTRE EMPREINTE CARBONE (PUBLICITÉ, MODES DE CONSOMMATION, ETC.) »

Les habitant·e·s des pays riches, ainsi que les personnes et entreprises les plus riches dans tous les pays sont appelés à modifier leurs comportements de consommation, notamment ceux qui entraînent le plus de gaspillage ou de consommation irraisonnée de ressources et d'énergie. Seule l'exemplarité des plus riches pourra modifier la prise de conscience collective, et nous aider à partager des modes de vie plus sobres, plus équitables et plus épanouissants, très loin de ceux aujourd'hui encouragés par la publicité

94,1%

Par les bénévoles de la Delta Family

PROPOSITION 4

« GÉNÉRALISATION DE LA RÈGLE DES 5R DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES »

Dans le cadre de notre engagement en tant que membres de la Delta Family, nous proposons de généraliser la règle des 5R dans le cadre du développement des territoires : refuser tous les produits à usage unique et privilégier les achats sans déchet, réduire la consommation de biens, réutiliser (réparer) tout ce qui peut l'être, recycler tout ce qui ne peut pas être réutilisé et rendre à la terre (composter tous les déchets organiques). En tant que bénévoles à l'année et participant à de nombreuses actions sur le territoire, la diffusion de cette méthodologie nous semble être un moyen efficace de généraliser l'éco-responsabilité.

« RENDRE ACCESSIBLE LA CONNAISSANCE DES MÉTIERS RELATIFS AU DOMAINE DE LA RSE ET DE L'ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL VIA UNE JOURNÉE SUR L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE ENGAGÉE AU LYCÉE »

69% des jeunes entendent très peu, voire pas du tout, parler des enjeux environnementaux dans leur formation.*

L'urgence climatique est omniprésente. Il est dès lors nécessaire que soient opérés des changements drastiques, notamment chez les plus jeunes. C'est pourquoi, l'enseignement et l'éducation apparaissent comme deux piliers majeurs pour donner de réelles perspectives d'avenir tangibles et concrètes sur les enjeux majeurs pour le monde de demain.

Source : site du RESES - CNE, Consultation Nationale Étudiant

« LUTTER CONTRE LA POLLUTION LUMINEUSE »

La pollution lumineuse est un phénomène de plus en plus dénoncé qui concerne directement les collectivités. D'ailleurs, la loi « climat et résilience » a renforcé les pouvoirs de police des élus locaux. Nous devons lutter contre cela. Le constat est simple, il y a trop d'énergie gaspillée dans les zones industrielles ou les centres villes. Pour cela, il faut dès maintenant :

- Sensibiliser les acteur·ice·s du territoire et les élu·e·s
- Référencer les entreprises les plus polluées
- Nommer des référent·e·s dans les groupes d'entreprise(s) pour sensibiliser au maximum
- Créer un modèle comme les « villes fleuries » mais sur un autre principe comme « villes pollution lumineuse »
- Une application nationale pour signaler les pollutions lumineuses

PROPOSITION 7

Par Capillum

100%

« CITOYEN·NE·S, SERIEZ-VOUS PRÊTS À PARTICIPER À HAUTEUR DE 10 CENTIMES SUR VOTRE PROCHAINE COUPE DE CHEVEUX POUR AIDER VOTRE COIFFEUR·EUSE À DONNER UNE SECONDE VIE AUX CHEVEUX ? »

1 million de français·e·s se rendent chaque jour chez le coiffeur, générant 4000 tonnes de déchets capillaires chaque année en France. Capillum propose aux salons de coiffure une solution clé en main afin de recycler et revaloriser ces déchets considérés comme une véritable ressource en créant des produits éco-responsables pour l'agriculture, la dépollution et la recherche médicale. Afin d'inclure au mieux les salons de coiffure dans cette démarche dont le coût peut représenter un frein (solution logistique, kit de recyclage, recherche et développement), seriez-vous prêts à participer à hauteur de 10 centimes sur votre prochaine coupe de cheveux pour aider votre coiffeur·euse à donner une seconde vie aux cheveux ?

95,2%

Par Projet Rescue Ocean

PROPOSITION 8

« LA MISE EN PLACE D'UN CERTIFICAT D'ÉCO-CITOYENNETÉ EN ÉCOLE »

Projet Rescue Ocean propose la remise d'une certification d'éco-citoyenneté à chaque élève à l'école élémentaire. Cette certification reposerait sur la mise en place d'une séance de sensibilisation d'une heure trente sur les enjeux des déchets sauvages sur la faune, la flore et la santé humaine. Cette certification serait universelle et traduite en plusieurs langues.



AGORA

VIVRE ENSEMBLE

Propos introduit par

Shani BENOUALID, conseillère pour le numérique et les réseaux sociaux à la Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT (DILCRAH)

PROPOSITION 1

Par Amnesty International

81,8%

« L'INTERDICTION DU RECOURS AUX GRENADES ASSOURDISSANTES ET GRENADES DE DÉSENCERCLEMENT, ET LA SUSPENSION DU RECOURS AUX LBD40 LE TEMPS QU'UNE ÉVALUATION APPROFONDIE DE LEUR IMPACT SOIT MENÉE »

En France, le mouvement des Gilets jaunes et les mobilisations de ces dernières années ont fait face à un maintien de l'ordre brutal et des arrestations arbitraires de milliers de manifestant·e·s pacifiques. Les autorités françaises devraient avoir pour objectif de chercher la désescalade et la pacification dans le maintien de l'ordre. Ces armes peuvent non seulement blesser gravement, mais aussi participer à l'escalade de la violence et finalement dissuader de nombreuses personnes de venir manifester pacifiquement, remettant ainsi en cause le droit de réunion et d'expression pacifiques. Mettre immédiatement fin au recours à ces armes est dès lors non seulement une nécessité pour préserver l'intégrité physique des personnes, mais aussi pour respecter les obligations de la France visant à assurer un environnement propice à chacun·e pour exercer son droit de manifester pacifiquement ses opinions.

90%

Par Amnesty International

PROPOSITION 2

« METTRE FIN AUX ACTES MÉDICAUX NON CONSENTIS SUR LES ENFANTS INTERSEXES »

1,7 % des enfants naissent chaque année en présentant des variations de leurs caractéristiques sexuelles. Certains enfants ont un appareil génital qui ne correspond pas aux normes admises permettant d'établir si l'individu est un garçon ou une fille.

Beaucoup subissent des interventions médicales dans le but de les « normaliser », alors que ces interventions sont invasives et irréversibles et, bien souvent, ne présentent pas de caractère d'urgence. Ces enfants sont trop jeunes pour donner leur accord au moment de l'intervention et leurs parents déplorent le peu d'informations et de soutien adapté qui leur sont donnés pour leur permettre de prendre une décision éclairée sur ce qui est le mieux pour leurs enfants. Ces pratiques peuvent constituer des violations flagrantes de leurs droits fondamentaux.

PROPOSITION 3

Par Fierté Marseille Organisation

75%

« RÉGULARISER IMMÉDIATEMENT, INCONDITIONNELLEMENT ET SANS « ENQUÊTE DE VÉRIFICATION » TOUTES LES PERSONNES LGBTQI+ MIGRANTES »

Aucune personne ne devrait avoir à prouver son orientation sexuelle. Ainsi, si une personne LGBTQIA+, ou non, a fui son pays à la suite d'une guerre et/ou parce qu'elle était victime de persécutions, nous proposons que cette dernière puisse être régularisée sans enquête de vérification.

75 %

Par Pride Marseille

PROPOSITION 4

« RENDRE OBLIGATOIRE LÉGALEMENT L'INTÉGRATION DES THÉMATIQUES LGBTQIA+ DANS LES SUJETS RSE »

Aujourd'hui, les entreprises perçoivent majoritairement les politiques RSE au prisme de l'angle éco-responsable ou social. Cependant, les actions d'inclusion en faveur des personnes LGBTQIA sont également des sujets à part entière des politiques de RSE : il est par exemple primordial de veiller à ce que les personnes LGBTQIA ne soient pas victimes de discriminations. Nous souhaiterions ainsi que toutes les entreprises puissent s'engager sur ce sujet social et crucial.

PROPOSITION 5

Par Solidarité Seniors

100%

« LA GÉNÉRALISATION DES TIERS LIEUX AU SEIN DES EHPAD »

Notre objectif est de lutter contre l'isolement des personnes âgées en essayant de changer le concept de partage des lieux de vie. Nous croyons en cette possibilité grâce à la création de tiers lieux qui favorisent les échanges entre jeunes et personnes âgées, en tant que lieux centraux de rencontres de la société civile, de transmission, de démocratie et d'engagement civique. Ces contacts favorisent également la sortie de l'isolement des personnes âgées et le changement de regard des jeunes sur eux, et inversement.

PROPOSITION 6

Par France Volontaires

96,2%

« CRÉATION D'UN PASSEPORT DE L'ENGAGEMENT »

Dans le but de permettre à plus de jeunes d'effectuer une mission de volontariat en France, en Europe et à l'international, nous proposons la création d'un passeport de l'engagement. Il s'agit d'un document doté d'un crédit de 18 mois que tout jeune aura la possibilité d'utiliser à partir de ses 18 ans jusqu'à l'âge de 35 ans au sein de structures de solidarité agréées. À la fin de la mission, chaque jeune devra effectuer une action visant soit à encourager d'autres jeunes à s'engager, soit à mobiliser des fonds pour alimenter le dispositif, soit à relater sa mission auprès d'acteurs de sa commune d'origine tels que les établissements scolaires.

97,2%

Par le Conseil Métropolitain des Jeunes

PROPOSITION 7

« SENSIBILISATION ET ÉDUCATION AU VIVRE ENSEMBLE À DESTINATION DES JEUNES ET PRINCIPALEMENT DÈS LE COLLÈGE »

Dès l'entrée au collège, les jeunes sont amenés à affirmer leurs personnalités et se retrouvent confrontés à l'autre et à ses différences. Ainsi, cette proposition de sensibilisation et d'éducation au vivre ensemble auprès des publics jeunes avec l'aide de partenaires tels que les enseignant·e·s, les parents et les acteur·ice·s associatifs permettrait d'œuvrer pour le vivre-ensemble.

« GÉNÉRALISATION DU SERVICE CIVIQUE POUR PERMETTRE À TOUS·TES LES JEUNES, ISSUS DE TOUS MILIEUX, DE MENER ENSEMBLE DES ACTIONS SOLIDAIRES ET CONSTRUIRE UN AVENIR MEILLEUR, POUR EUX ET POUR LA SOCIÉTÉ »

Le Service Civique est un dispositif qui propose aux jeunes, de 16 et 25 ans (ou 30 ans pour les personnes en situation de handicap) de toutes origines, milieux sociaux, niveaux d'études, croyances et cultures différentes, d'unir leurs forces pour mener à bien des missions d'intérêt général. Constituant un véritable tremplin citoyen comme professionnel, il redonne aux jeunes leur pouvoir d'agir, leur permet de prendre du temps pour construire leur projet d'avenir tout en développant des compétences transversales, utiles tout au long de la vie. Unis-Cité, comme de nombreux acteurs de la société civile, témoins des impacts extrêmement positifs pour les jeunes et la société entière, demande sa généralisation, afin qu'il fasse partie du parcours de tous les jeunes.

96,9%

Par la Ligue des droits de l'Homme

PROPOSITION 9

« INSTAURER LA DÉLIVRANCE D'UN RÉCÉPISSÉ DE CONTRÔLE D'IDENTITÉ À CHAQUE PERSONNE CONTRÔLÉE INDIQUANT LA DATE, LE LIEU, ET LE MOTIF DU CONTRÔLE D'IDENTITÉ, AINSI QUE LE MATRICULE DU·DE LA FONCTIONNAIRE DE POLICE OU DU·DE LA GENDARME EFFECTUANT LE CONTRÔLE. »

L'existence de contrôles discriminatoires réalisés par les services de police n'est plus à démontrer : le défenseur des droits dans une enquête menée en 2021 indique que les personnes racisées ont 20 fois plus de probabilités d'être contrôlées que les personnes non racisées. La délivrance d'un récépissé à l'issue de chaque contrôle poursuit donc plusieurs objectifs : justifier de son retard, instaurer une traçabilité des contrôles, produire des statistiques sur ces derniers et dissuader les agents détournant leurs pouvoirs.

PROPOSITION 10

Par Solidarité Femmes 13

96,9%

« INFORMER LES VICTIMES ET LES TÉMOINS ÉVENTUEL·LE·S SUR LES RÉACTIONS À ADOPTER FACE AUX VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES PAR LA DIFFUSION DU 3919, ET FORMER LA POPULATION À TOUT ÂGE ET DANS TOUS LES SECTEURS POUR PRÉVENIR LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES »

Solidarité Femmes 13, qui accompagne depuis plus de 45 ans les femmes et leurs enfants victimes de violences conjugales et sexuelles, souhaite par cette résolution préventive favoriser une prise en charge en amont de ces violences. Elle propose pour cela d'intensifier les actions de sensibilisation auprès des plus jeunes, afin de diminuer le nombre de victimes et de favoriser des changements sociétaux profonds, pour que les stéréotypes tombent et que les violences de genre cessent.

97%

Par l'Ecole de la 2e Chance

PROPOSITION 11

« FAIRE DE LA DYSLEXIE ET DE LA DYSPRAXIE DES HANDICAPS VISIBLES PAR LES INSTANCES ET EN FAIRE UNE FORCE DANS NOTRE SYSTÈME ÉDUCATIF »

Les jeunes de l'Ecole de la 2e Chance ont remarqué que l'accompagnement des jeunes présentant des troubles DYS à l'école pourrait être amélioré afin de leur permettre une meilleure inclusion dans leur parcours scolaire. Il serait intéressant de proposer davantage de formations pour les enseignants afin de les sensibiliser aux DYS, via par exemple des interventions auprès d'orthophonistes. Une autre piste d'application de cette proposition pourrait être le développement d'un jeu éducatif pour aider les enseignant·e·s à repérer les DYS, réalisé par exemple par des orthophonistes en formation.

« RENDRE POSSIBLE L'INTERVENTION DES ASSOCIATIONS HUMANITAIRES AUPRÈS DES JEUNES ADOLESCENT·E·S POUR PROPOSER DES PROJETS À LONG TERME PORTÉS PAR LES JEUNES EUX·ELLES-MÊMES SUR PLACE »

Le constat d'une jeunesse impactée par la crise sanitaire, sociale, humanitaire nous pousse à proposer de renforcer le travail autour de la solidarité dans les lycées. Partant de ce constat, nous souhaitons pour les jeunes (adolescent·e·s, adultes en devenir) qu'ils puissent s'épanouir dans un environnement où sont valorisées les actes solidaires et l'entraide. A cette fin, il serait ainsi nécessaire que les associations humanitaires comme le Secours populaire puissent intervenir auprès des jeunes pour proposer des projets à long terme portés par les jeunes eux·elles-mêmes sur place. Cette proposition engagerait l'ensemble des équipes pédagogiques qui pourraient alors intégrer dans leur programme de l'année ces projets solidaires, les enseignant·e·s seraient alors des relais de l'association et leur engagement serait compris dans leur temps de travail.

« SYSTÉMATIQUEMENT FORMER LE PERSONNEL ENSEIGNANT DES COLLÈGES ET DES LYCÉES AUX THÉMATIQUES LGBT+ »

Afin de lutter contre les préjugés et les discriminations dont peuvent être victimes les jeunes LGBT+ dans leur établissement, nous proposons une formation obligatoire à destination du personnel enseignant des collèges et lycées. Cette formation aurait pour objectif de les sensibiliser aux problématiques LGBT+ et aux LGBT+phobies, mais également de leur donner les clés théoriques et les postures à adopter pour traiter de cette thématique avec un public jeune si un besoin est exprimé.

« RENFORCER LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS DANS LA RECHERCHE DE LOGEMENT »

Une étude menée par nos soins démontre que près de la moitié des agences immobilières (48%) accèdent aux exigences discriminatoires des propriétaires. Bien que les rappels à la loi soient réguliers, pour éliminer les discriminations, nous réclamons l'alourdissement des sanctions pour discrimination à la location, de la part des pouvoirs publics et des professionnels de l'immobilier.

CONCLUSION

Le Livre Blanc de la Jeunesse 2022 traduit toute l'énergie et la volonté pour faire évoluer notre monde vers plus de justice et de solidarité.

En 2022, l'écriture du premier Livre Blanc de la Jeunesse a su réunir structures engagées, associations étudiantes et organismes de jeunesse : les 58 propositions présentées ont été massivement approuvées par le public festivalier.

Cette convention à travers sa transversalité représente une profonde innovation sociale. Elle contribuera à accompagner les décideurs politiques et économiques dans le choix de leurs politiques et donne voix au chapitre à la jeune génération.

Résolument tournée vers l'avenir, la prochaine édition du Monde des Possibles soutiendra l'engagement citoyen de la jeune génération face aux grands défis du 21ème siècle.

CONTACT

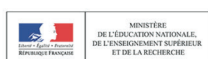
Pour toute question ou complément d'information, n'hésitez pas à nous envoyer un message à cette adresse :

contact@delta-france-associations.com



MERCI AUX ACTEURS DE L'ÉDITION 2022

PARTENAIRES PRINCIPAUX



PARTENAIRES PRIVILÉGIÉS





PARTENAIRES MÉDIAS



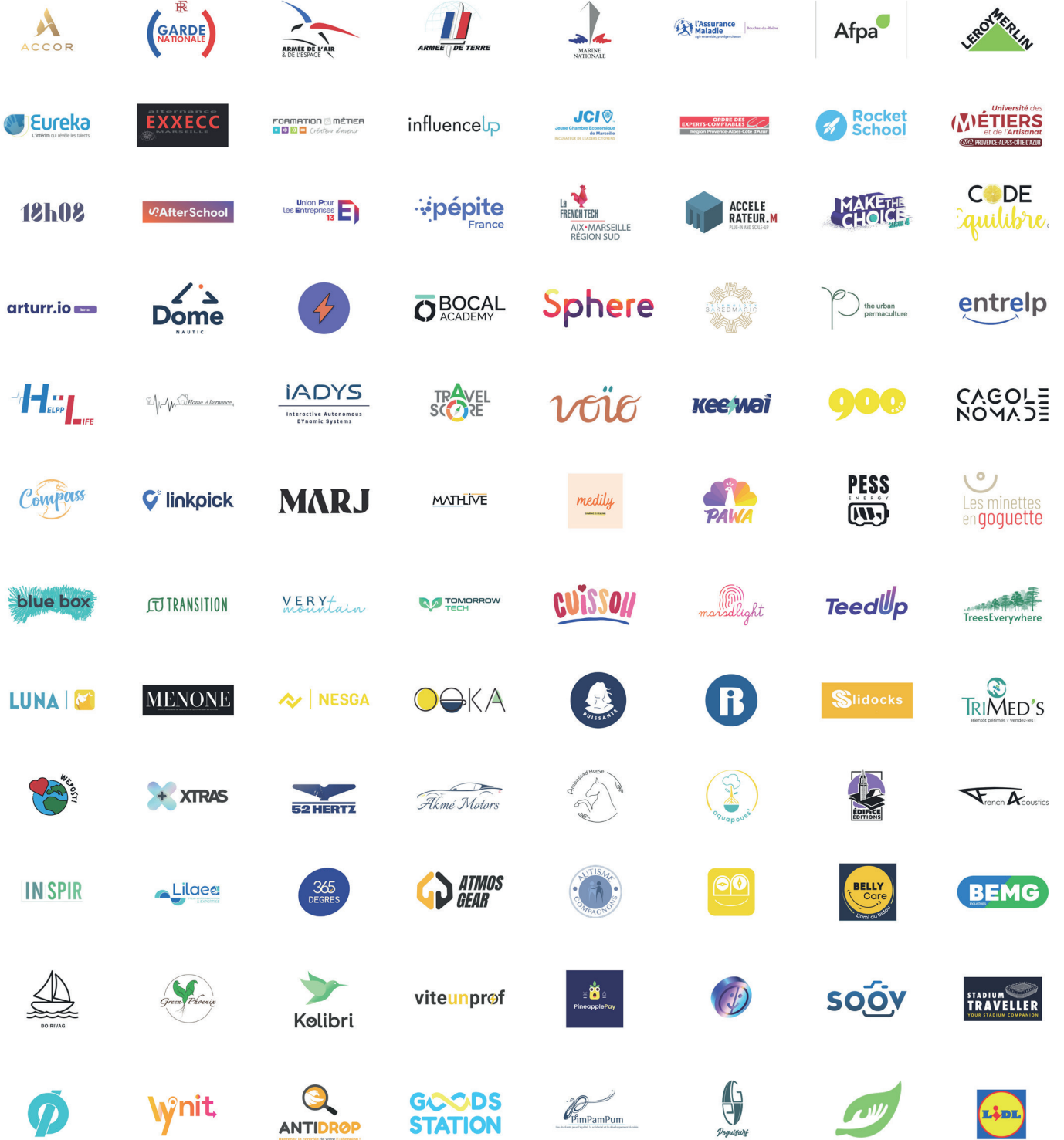
HUB CULTURE

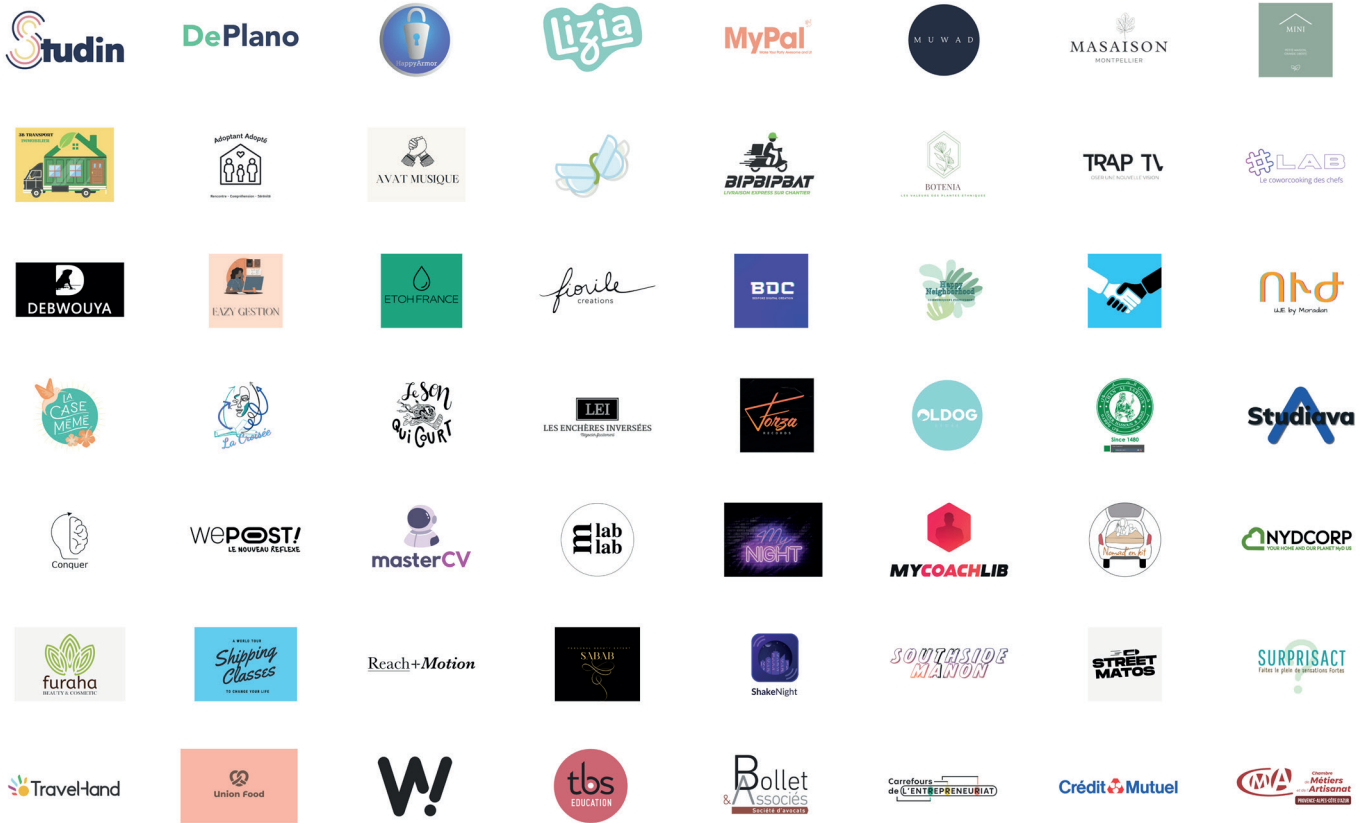


HUB SANTÉ



HUB ÉCONOMIE





FRANCE ACTIVE
Les entrepreneurs engagés
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

INTER-MADE LA RUCHE

IODA
CONSULTING

RES
DERMINES

Réseau Initiative
MARSEILLE MÉTROPOLE

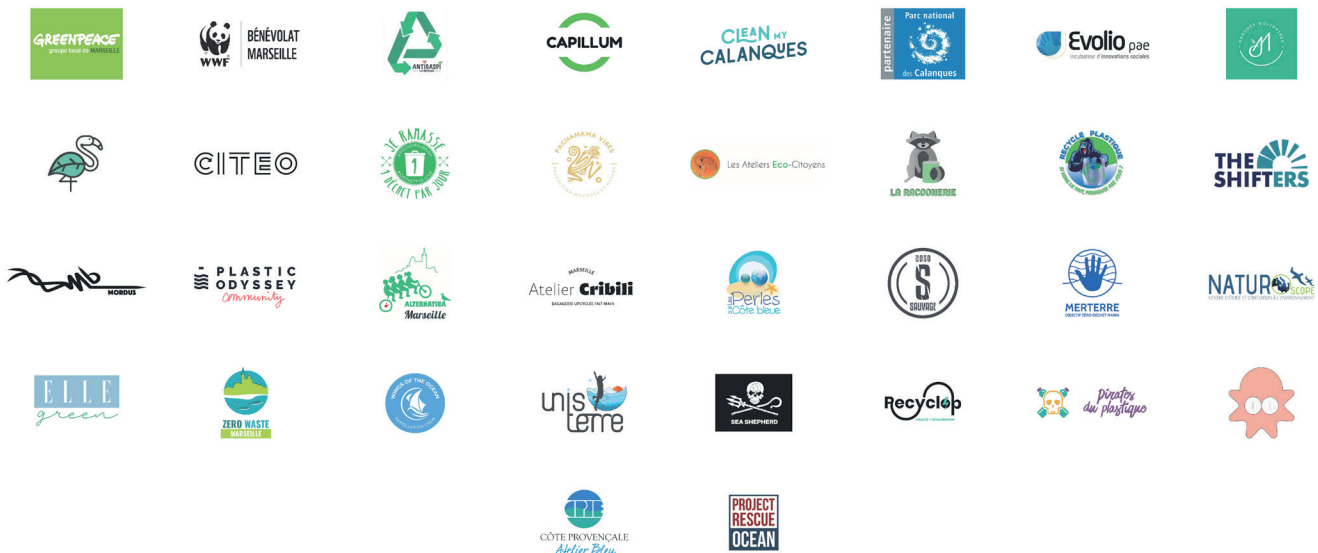
RESEAU
BUSINESS
NURSERY

StaffMe Academy

Mégaroma

EDIIS GROUPE
Éducation Inclusive pour les jeunes
des zones ultra-périphériques

HUB ENVIRONNEMENT



HUB VIVRE ENSEMBLE



VILLAGE EUROPE & INTERNATIONAL



